



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.034/4
du 25 septembre 2023

advies 74.034/4
van 25 september 2023

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant le livre 3 du Code
belge de la Navigation'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van boek 3 van het
Belgisch Scheepvaartwetboek'

Le 7 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité à communiquer un avis dans un délai de soixante jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant le livre 3 du Code belge de la Navigation'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 septembre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 septembre 2023.

*

Op 7 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van boek 3 van het Belgisch Scheepvaartwetboek'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 september 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 september 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2

L'article 2 dispose :

« Un nouveau titre 6 – Affrètement et transport du livre 3 Navigation Intérieure du Code belge de la Navigation, est introduit, contenant les dispositions suivantes :

[...] ».

Toutefois, le livre 3 du Code belge de la Navigation (ci-après « le Code ») comporte déjà un titre 6 intitulé « Affrètement et transport » et comprenant, dans un chapitre unique intitulé « Affrètement et formation des prix », les articles 3.6.1.1 à 3.6.1.7.

Il convient dès lors de procéder au remplacement de l'actuel titre 6 du livre 3 du Code, et non à l'introduction du titre 6 en projet¹.

Article 3.6.1.2 en projet

1. Au paragraphe 4, 5^o, la référence à l'article 1184 du Code civil sera corrigée. Cette disposition a, en effet, été abrogée par l'article 62, 13^o, de la loi du 28 avril 2022 'portant le livre 5 « Les obligations » du Code civil'².

2. Au paragraphe 6, la référence faite à l'article VI.91/6 du Code de droit économique sera omise. En effet, cette disposition fait double emploi avec le paragraphe 5 de la disposition examinée.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir également l'observation formulée sous l'article 23 de l'avant-projet.

² Voir les articles 5.90 à 5.96 du Code civil, insérés par la loi du 28 avril 2022.

Article 3.6.2.10 en projet

L'article 3.6.2.10 en projet, relatif au « Privilège sur la cargaison », dispose :

« Les créances du fréteur du chef du contrat sont récupérables et privilégiées sur toute cargaison et tout fret appartenant à l'affrètement ».

Le commentaire de cette disposition précise que les dispositions de la sous-section 1^{ère} dont fait partie cet article « correspondent en grande partie à celles déjà incluses dans le Code de [la] navigation pour l'affrètement maritime coque nue [...] ».

L'article 2.6.1.18 du Code auquel il est ainsi renvoyé ne comprend cependant pas les mots « et tout fret ». Il en va de même pour l'article 3.6.2.34 en projet.

La disposition examinée sera revue à la lumière de cette observation et son commentaire, le cas échéant, complété.

Article 3.6.2.18 en projet

L'article 3.6.2.18 en projet dispose :

« Les dispositions de la sous-section 1^{ère}, section 2, chapitre 2, titre 6, livre 3 s'appliquent également à la période pendant laquelle l'acquéreur en location-vente loue le bateau de navigation intérieure ».

À la lumière du commentaire de cette disposition, il convient toutefois d'y renvoyer aux dispositions de la sous-section 1^{ère} de la section 1^{ère} du chapitre 2 du titre 6, en projet du livre 3, et non à la sous-section 1^{ère} de la section 2 du même chapitre.

Article 3.6.3.10 en projet

Au paragraphe 1^{er} en projet, la référence faite à l'article 3.6.3.8, § 1^{er}, sera remplacée par une référence à l'article 3.6.3.6, § 1^{er} ³.

Article 3.6.3.17 en projet

Au paragraphe 2 en projet, la référence faite à l'article 3.6.3.6 sera remplacée par une référence à l'article 3.6.3.4 ⁴.

³ L'article 3.6.3.10, § 1^{er}, en projet, est basé sur l'article 10.1 de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (Convention CMNI), lequel renvoie à son article 6.1, dont la portée est similaire à celle de l'article 3.6.3.6, § 1^{er}, en projet.

⁴ L'article 3.6.3.17, § 2, en projet, est basé sur l'article 17.2 de Convention CMNI, lequel renvoie à son article 4, dont la portée est similaire à celle de l'article 3.6.3.4, en projet.

Article 3.6.3.20 en projet

Au paragraphe 1^{er} en projet, la référence faite à l'article 3.6.3.23 sera remplacée par une référence à l'article 3.6.3.21 ⁵.

Article 3.6.3.25 en projet

Au paragraphe 2, a, en projet, la référence faite à l'article 3.6.3.5, § 3, sera remplacée par une référence à l'article 3.6.3.3, § 3 ⁶.

Article 3.6.3.27 en projet

1. Aux paragraphes 1^{er}, alinéa 2, et 8, afin de respecter la terminologie définie à l'article 1.1.1.1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, du Code, les mots « la CDNI » seront chaque fois remplacés par les mots « la Convention CDNI ».

2. La même observation vaut pour l'article 3.6.3.32, § 4, alinéa 1^{er}, en projet.

3. Le paragraphe 5 dispose :

« Le transporteur détermine d'après l'arrimage l'ordre de chargement et de déchargement. Le délai de chargement ou de déchargement pour celui qui doit charger ou décharger le premier court suivant la règle établie au paragraphe 2 et, pour chacun des autres expéditeurs et destinataires, au moment où expire le délai imparti à celui qui le précède, ou, pour le cas où celui-ci n'aurait pas terminé dans le délai, au moment où l'expéditeur ou destinataire précédent aura terminé le chargement ou le déchargement de son lot ».

La portée des mots « suivant la règle établie au paragraphe 2 » n'apparaît pas clairement. La disposition sera revue sur ce point et son commentaire sera, le cas échéant, complété.

Article 3.6.3.32 en projet

1. À la lumière du commentaire des paragraphes 3 et 4, lesquels font référence aux surestaries, il convient d'y remplacer chaque fois la référence faite à l'article 3.6.3.31, § 4, par une référence à l'article 3.6.3.28, § 4.

2. La même observation vaut pour l'article 3.6.3.33, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 2, en projet.

⁵ L'article 3.6.3.20, § 1^{er}, en projet, est basé sur l'article 20.1 de Convention CMNI, lequel renvoie à son article 21, dont la portée est similaire à celle de l'article 3.6.3.21, en projet.

⁶ L'article 3.6.3.25, § 2, a, en projet, est basé sur l'article 25.2, a), de Convention CMNI, lequel renvoie à son article 3.3, dont la portée est similaire à celle de l'article 3.6.3.3, § 3, en projet.

Article 4

1. L'article 4 vise à remplacer, et non à compléter, l'article 3.1.1.2, 3°, du Code. La phrase liminaire de cet article sera modifiée en conséquence.
2. À l'article 3.1.1.2, 3°, alinéa 3, en projet, la référence faite à l'article 3.3.1.5, § 1^{er}, 1° ou 2°, sera remplacée par une référence à l'article 3.3.2.5, § 1^{er}, 1° ou 2° ⁷.

Article 8

1. L'article 3.1.1.7, § 2, en projet, dispose :

« Le Ministre qui a la navigation intérieure dans ses attributions consulte la Commission navigation intérieure pour toutes les matières régies dans le livre 3 du présent Code et dans ses arrêtés d'exécution.

De plus, la Commission navigation intérieure remplit les fonctions suivantes :

1° la concertation et la remise, à la demande du ministre qui a la navigation intérieure dans ses attributions, d'un avis motivé sur les matières liées au secteur de la navigation intérieure et à l'application du titre 6 du livre 3 du présent Code, y compris l'établissement d'indicateurs pouvant être utiles à l'application de ce Titre ;

2° les fonctions supplémentaires attribuées par le Roi ».

L'alinéa 1^{er} sera revu afin d'y préciser si la consultation de la Commission navigation intérieure qu'il prévoit présente un caractère facultatif ou obligatoire.
2. Comme l'a rappelé la section de législation notamment dans son avis n° 73.371/4 ⁸ :

« Il résulte des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, en ce qui concerne l'autorité fédérale, que les fonctions, commissions, comités, conseils, organes consultatifs et autres 'observatoires' rattachés au pouvoir exécutif et destinés à être consultés exclusivement par lui, doivent être créés et réglés par celui-ci et non par le législateur. Cependant, lorsque la consultation de l'organe créé est obligatoire, que ses avis sont susceptibles de lier l'autorité ou que des obligations sont imposées à des tiers, c'est au législateur qu'il revient de créer cet organe, de définir ses missions, sa composition, les indemnités ou rétributions éventuellement accordées à ses membres ainsi que les règles essentielles de son fonctionnement ⁹ ».

⁷ Voir le commentaire de l'article 4.

⁸ Avis n° 73.371/4 donné le 22 mai 2023 sur une proposition de loi « visant à mettre en place et en œuvre une politique cyclable fédérale », *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3240/002, pp. 3-7.

⁹ *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Voir notamment les avis n° 43.685/4 donné le 12 mars 2008 sur un avant-projet devenu le décret-cadre du 6 novembre 2008 'portant rationalisation de la fonction consultative', *Doc. parl.*, Parl. w., 2007-2008, n° 820/1, pp. 16 à 26 ; n° 55.210/4 donné le 17 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 'relatif à l'Observatoire des politiques culturelles' ; n° 64.879/4 donné le 4 février 2019 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 2 mai 2019 'modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé', *Doc. parl.*, Parl. w., 2018-2019, n° 1332/1, pp. 25 à 35 ; n° 70.152/4 donné le 8 novembre 2021 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2022 'portant organisation de la politique

Dès lors qu'en l'espèce, l'article 3.6.3.28, §§ 2 et 4, en projet prévoit déjà¹⁰ l'intervention obligatoire de la Commission navigation intérieure, la délégation au Roi prévue par l'article 3.1.1.7, § 3, en projet n'est pas admissible.

L'article 3.1.1.7 en projet sera par conséquent revu, afin que la loi détermine, en leurs éléments essentiels, les missions et la composition de la Commission navigation intérieure, les indemnités ou rétributions éventuellement accordées à ses membres ainsi que ses règles de fonctionnement.

Article 9

Au paragraphe 1^{er}, les mots « l'armateur » seront remplacés par les mots « son armateur ».

Article 11

1. L'article 11 vise à remplacer, et non à modifier, l'article 3.2.3.25 du Code. La phrase liminaire sera modifiée en conséquence en complétant le dispositif en projet pour le pourvoir d'un intitulé.

2. La même observation vaut pour les articles 16 et 18 (articles 3.3.1.7 et 3.3.1.9 en projet).

Article 14

À l'article 3.3.1.5, alinéa 2, en projet, dans la version française, les mots « Le premier paragraphe » seront remplacés par les mots « L'alinéa 1^{er} ».

Article 17

L'article 3.3.1.8 du Code dispose :

« Au cas où, en dehors du propriétaire de navire responsable sur la base des articles précédents, une autre personne est tenue pour les mêmes obligations ou est responsable pour le même dommage, le propriétaire de navire et cette autre personne sont responsables *in solidum* ».

L'article 17 vise à y insérer les mots « de l'exploitant ou » entre les mots « en dehors » et les mots « du propriétaire du navire ».

du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale', *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2021-2022, pp. 62 à 70.

¹⁰ Voir l'observation qui précède, relative à la portée de l'article 3.1.1.7, § 2, alinéa 1^{er}, en projet.

Une insertion similaire doit y être prévue pour la seconde occurrence des mots « propriétaire du navire ».

Article 23

L'article 23 dispose :

« Le titre 6, chapitre 1^{er} – Affrètement et formation des prix du même code est abrogé ».

Cette disposition est inutile, l'article 2 de l'avant-projet opérant déjà le remplacement de l'actuel titre 6 du livre 3 du Code ¹¹. Elle sera par conséquent omise.

Article 28

Au paragraphe 1^{er}, les mots « aux articles 3, § 1^{er} 11 et 12 » seront remplacés par les mots « aux articles 3, 1^o, 11 et 12 ».

OBSERVATIONS FINALES

1. Les modifications apportées au Code respecteront l'ordre numérique des dispositions modifiées ou au sein desquelles une disposition nouvelle est destinée à s'insérer ¹².
2. La qualité rédactionnelle de l'avant-projet sera soigneusement revue. Cette observation concerne notamment les articles 3.6.1.4, alinéa 1^{er} (version française), 3.6.1.10, § 2, alinéa 1^{er}, 3.6.2.1, alinéa 1^{er}, 3.6.2.20, 3.6.2.27, alinéa 1^{er}, 3.6.2.29, § 1^{er}, 3.6.2.41, 3.6.2.42, 3.6.3.2, § 2 (version française), 3.6.4.2, 1^o (version française), et 3.6.4.7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet.

*

¹¹ Voir également l'observation formulée sous l'article 2 de l'avant-projet.

¹² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 122.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2

Artikel 2 luidt als volgt:

“Een nieuwe titel 6 – Bevrachting en Vervoer van boek 3 Binnenvaart van het Belgisch Scheepvaartwetboek, wordt ingevoerd, bevattende volgende bepalingen:
(...).”

Boek 3 van het Belgisch Scheepvaartwetboek (hierna “het Wetboek”) bevat evenwel reeds een titel 6, met als opschrift “Bevrachting en Vervoer”. Die titel bestaat uit één hoofdstuk, “Bevrachting en Prijsvorming”, dat de artikelen 3.6.1.1 tot 3.6.1.7 bevat.

Bijgevolg dient men de huidige titel 6 van boek 3 van het Wetboek te vervangen in plaats van in dat boek de ontworpen titel 6 in te voegen.¹

Ontworpen artikel 3.6.1.2

1. In paragraaf 4, 5°, moet de verwijzing naar artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek verbeterd worden. Dit artikel is immers opgeheven bij artikel 62, 13°, van de wet van 28 april 2022 ‘houdende boek 5 “Verbintenissen” van het Burgerlijk Wetboek’.²
2. In paragraaf 6 moet de verwijzing naar artikel VI.91/6 van het Wetboek van economisch recht weggelaten worden. Dat artikel is immers dubbelop ten opzichte van paragraaf 5 van de voorliggende bepaling.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie eveneens de opmerking die *infra* gemaakt wordt bij artikel 23 van het voorontwerp.

² Zie de artikelen 5.90 tot 5.96 van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij die wet van 28 april 2022.

Ontworpen artikel 3.6.2.10

Het ontworpen artikel 3.6.2.10, dat betrekking heeft op het “Ladingvoorrecht”, luidt als volgt:

“De vorderingen van de vervrachter uit hoofde van de overeenkomst zijn verhaalbaar en bevoorrecht op elke lading en vracht die toebehoort aan de bevrachter.”

In de bespreking van dit artikel staat dat de bepalingen van onderafdeling 1, waarvan dit artikel deel uitmaakt, “grotendeels overeen[stemmen] met de bepalingen die reeds in het Scheepvaartwetboek zijn opgenomen voor de maritieme rompbevrachting (...)”.

In artikel 2.6.1.18 van het Wetboek, waarnaar aldus verwezen wordt, komen de woorden “en vracht” evenwel niet voor. Hetzelfde geldt voor het ontworpen artikel 3.6.2.34.

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking herzien worden en de bespreking ervan dient, in voorkomend geval, aangevuld te worden.

Ontworpen artikel 3.6.2.18

Het ontworpen artikel 3.6.2.18 luidt als volgt:

“De bepalingen van onderafdeling 1 van afdeling 2, hoofdstuk 2, titel 6, boek 3 zijn eveneens van toepassing op de periode waarin de huurkoper het binnenschip huurt.”

In het licht van de bespreking van deze bepaling dient daarin evenwel verwezen te worden naar de ontworpen bepalingen van onderafdeling 1 van afdeling 1 van boek 3, titel 6, hoofdstuk 2, en niet naar onderafdeling 1 van afdeling 2 van datzelfde hoofdstuk.

Ontworpen artikel 3.6.3.10

In de ontworpen paragraaf 1 moet de verwijzing naar artikel 3.6.3.8, § 1, vervangen worden door een verwijzing naar artikel 3.6.3.6, § 1.³

Ontworpen artikel 3.6.3.17

In de ontworpen paragraaf 2 moet de verwijzing naar artikel 3.6.3.6 vervangen worden door een verwijzing naar artikel 3.6.3.4.⁴

³ Het ontworpen artikel 3.6.3.10, § 1, steunt op artikel 10.1 van het Verdrag van Boedapest inzake de overeenkomst voor het vervoer van goederen over de binnenwateren (CMNI-Verdrag), waarin verwezen wordt naar artikel 6.1 van dat Verdrag, dat in soortgelijke bewoordingen gesteld is als het ontworpen artikel 3.6.3.6, § 1.

⁴ Het ontworpen artikel 3.6.3.17, § 2, steunt op artikel 17.2 van het CMNI-Verdrag, waarin verwezen wordt naar artikel 4 van dat Verdrag, dat in soortgelijke bewoordingen gesteld is als het ontworpen artikel 3.6.3.4.

Ontworpen artikel 3.6.3.20

In de ontworpen paragraaf 1 moet de verwijzing naar artikel 3.6.3.23 vervangen worden door een verwijzing naar artikel 3.6.3.21.⁵

Ontworpen artikel 3.6.3.25

In de ontworpen paragraaf 2, a, moet de verwijzing naar artikel 3.6.3.5, § 3, vervangen worden door een verwijzing naar artikel 3.6.3.3, § 3.⁶

Ontworpen artikel 3.6.3.27

1. In de paragrafen 1, tweede lid, en 8, dient men de woorden “het CDNI” telkens te vervangen door de woorden “het CDNI-Verdrag” teneinde zich te houden aan de terminologie bepaald in artikel 1.1.1.1, § 1, eerste lid, 11°, van het Wetboek.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 3.6.3.32, § 4, eerste lid.

3. Paragraaf 5 luidt als volgt:

“De vervoerder bepaalt, al naar de stuwijng, de volgorde bij het laden en lossen. Voor degene die het eerst moet laden of lossen, begint de laad- of lostijd volgens de regel van paragraaf 2 en voor elk der volgende afzenders of geadresseerden bij het verstrijken van de termijn die aan de vorige toegestaan werd of, ingeval deze niet binnen de bepaalde termijn met het laden of lossen van zijn goederen gereedkomt, op het ogenblik waarop hij daarmee klaar is.”

De draagwijdte van de woorden “volgens de regel van paragraaf 2” komt niet duidelijk tot uiting. Deze bepaling moet op dit punt herzien worden en de bespreking ervan dient, in voorkomend geval, aangevuld te worden.

Ontworpen artikel 3.6.3.32

1. In het licht van de bespreking van de paragrafen 3 en 4, in welke paragrafen verwezen wordt naar het overliggend, dient de verwijzing naar artikel 3.6.3.31, § 4, in die paragrafen telkens vervangen te worden door een verwijzing naar artikel 3.6.3.28, § 4.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 3.6.3.33, § 3, tweede lid, en § 4, tweede lid.

⁵ Het ontworpen artikel 3.6.3.20, § 1, steunt op artikel 20.1 van het CMNI-Verdrag, waarin verwezen wordt naar artikel 21 van dat Verdrag, dat in soortgelijke bewoordingen gesteld is als het ontworpen artikel 3.6.3.21.

⁶ Het ontworpen artikel 3.6.3.25, § 2, a, steunt op artikel 25.2, a), van het CMNI-Verdrag, waarin verwezen wordt naar artikel 3.3 van dat Verdrag, dat in soortgelijke bewoordingen gesteld is als het ontworpen artikel 3.6.3.3, § 3.

Artikel 4

1. Artikel 4 strekt tot vervanging en niet tot aanvulling van artikel 3.1.1.2, 3°, van het Wetboek. De inleidende zin van dit artikel moet dienovereenkomstig gewijzigd worden.

2. In het ontworpen artikel 3.1.1.2, 3°, derde lid, moet de verwijzing naar artikel 3.3.1.5, § 1, 1° of 2°, vervangen worden door een verwijzing naar artikel 3.3.2.5, § 1, 1° of 2°.⁷

Artikel 8

1. Het ontworpen artikel 3.1.1.7, § 2, luidt als volgt:

“De Minister die bevoegd is voor de binnenvaart raadpleegt de Commissie Binnenvaart voor alle aangelegenheden geregeld in boek 3 van dit wetboek en in de uitvoeringsbesluiten ervan.

De taken van de Commissie Binnenvaart zijn voorts:

1° het plegen van overleg en het uitbrengen, op verzoek van de minister bevoegd voor de binnenvaart, van gemotiveerd advies over aangelegenheden die verband houden met de binnenvaartsector en met de toepassing van titel 6 van boek 3 van dit wetboek, waaronder het vaststellen van indicatoren die behulpzaam kunnen zijn voor de toepassing van die titel;

2° de bijkomende door de Koning toegekende taken[.]”

Het eerste lid moet aldus herzien worden dat daarin verduidelijkt wordt of de raadpleging van de Commissie Binnenvaart waarin dat lid voorziet een facultatief dan wel een verplicht vormvereiste is.

2. De afdeling Wetgeving heeft reeds eerder, inzonderheid in haar advies 73.371/4,⁸ het volgende opgemerkt:

“Uit de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet (...) vloeit, [wat de federale overheid betreft,] voort dat de functies, commissies, comités, raden, adviesorganen en andere ‘observatoriums’ die tot de uitvoerende macht behoren en waarvan het de bedoeling is dat ze uitsluitend door haar geraadpleegd worden, door haar opgericht en georganiseerd moeten worden en niet door de wetgever. Wanneer het orgaan dat opgericht wordt verplicht geraadpleegd moet worden, de adviezen ervan de overheid kunnen binden of verplichtingen opgelegd worden aan derden, staat het evenwel aan de wetgever dat orgaan op te richten en de opdrachten ervan, de samenstelling ervan, de eventueel aan de leden ervan toegekende schadeloosstellingen of bezoldigingen, alsook de essentiële regels inzake de werking ervan, te bepalen.”⁹

⁷ Zie de bespreking van artikel 4.

⁸ Advies 73.371/4 van 22 mei 2023 over een wetsvoorstel ‘teneinde een federaal fietsbeleid tot stand te brengen en uit te voeren’ *ParlSt.* Kamer 2022-23, nr. 55-3240/002, 3-7.

⁹ *Voetnoot 2 van het geciteerde advies*: Zie inzonderheid advies 43.685/4 van 12 maart 2008 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het kaderdecreet van 6 november 2008 ‘houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie’, *Parl.St.* W.Parl. 2007-08, nr. 820/001, 16 tot 26; advies 55.210/4 van 17 maart 2014 over een ontwerp dat geleid heeft

Aangezien het ontworpen artikel 3.6.3.28, §§ 2 en 4, *in casu* reeds¹⁰ voorziet in de verplichte betrokkenheid van de Commissie Binnenvaart, kan de machtiging van de Koning waarin het ontworpen artikel 3.1.1.7, § 3, voorziet niet aanvaard worden.

Het ontworpen artikel 3.1.1.7 moet aldus herzien worden dat in de wet de essentiële elementen vastgelegd worden van de opdrachten en de samenstelling van de Commissie Binnenvaart, de eventueel aan de leden ervan toegekende schadeloosstellingen of bezoldigingen, alsook de regels inzake de werkwijze ervan.

Artikel 9

In paragraaf 1 moeten de woorden “de reder” vervangen worden door de woorden “zijn reder”.

Artikel 11

1. Artikel 11 strekt tot vervanging en niet tot wijziging van artikel 3.2.3.25 van het Wetboek. De inleidende zin moet dienovereenkomstig gewijzigd worden, en de ontworpen bepaling moet tevens voorzien worden van een opschrift.

2. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 16 en 18 (ontworpen artikelen 3.3.1.7 en 3.3.1.9).

Artikel 14

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 3.3.1.5, tweede lid, moeten de woorden “Le premier paragraphe” vervangen worden door de woorden “L’alinéa 1^{er}”.

Artikel 17

Artikel 3.3.1.8 van het Wetboek luidt als volgt:

“Ingeval naast de op grond van de voorgaande artikelen aansprakelijke scheepseigenaar een andere persoon voor dezelfde verbintenissen instaat of voor dezelfde

tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 ‘betreffende [het] Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid’; advies 64.879/4 van 4 februari 2019 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 2 mei 2019 ‘tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid’, *Parl.St.* W.Parl. 2018-19, nr. 1332/001, 25 tot 35; advies 70.152/4 van 8 november 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juli 2022 ‘houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, *Parl.St.* Br.H.Parl. 2021-22, 62 tot 70.

¹⁰ Zie de voorgaande opmerking, die betrekking heeft op de draagwijdte van het ontworpen artikel 3.1.1.7, § 2, eerste lid.

schade aansprakelijk is, zijn de scheepseigenaar en deze andere persoon in solidum aansprakelijk.”

Artikel 17 strekt ertoe in dat artikel tussen het woord “aansprakelijke” en het woord “scheepseigenaar” de woorden “exploitant of” in te voegen.

Verderop in datzelfde artikel dienen evenzo de woorden ‘de scheepseigenaar’ vervangen te worden door de woorden “de exploitant of de scheepseigenaar”.

Artikel 23

Artikel 23 luidt als volgt:

“Titel 6 hoofdstuk 1 – Bevrachting en Prijsvorming van hetzelfde wetboek wordt opgeheven.”

Deze bepaling is overbodig, aangezien artikel 2 van dit voorontwerp reeds voorziet in de vervanging van de huidige titel 6 van boek 3 van het Wetboek.¹¹ Artikel 23 dient bijgevolg weggelaten te worden.

Artikel 28

In paragraaf 1 moeten de woorden “in artikel 3, § 1, artikel 11 en 12” vervangen worden door de woorden “in de artikelen 3, 1°, 11 en 12”.

SLOTOPMERKINGEN

1. Voor de wijzigingen die in het Wetboek aangebracht worden, dient men zich te houden aan de numerieke volgorde van de artikelen die gewijzigd worden of waarin een nieuwe bepaling ingevoegd wordt.¹²

¹¹ Zie eveneens de opmerking die *supra* gemaakt is bij artikel 2 van het voorontwerp.

¹² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 122.

2. De redactie van het voorontwerp moet zorgvuldig nagezien worden. Deze opmerking geldt onder meer voor de ontworpen artikelen 3.6.1.4, eerste lid (Franse tekst), 3.6.1.10, § 2, eerste lid, 3.6.2.1, eerste lid, 3.6.2.20, 3.6.2.27, eerste lid, 3.6.2.29, § 1, 3.6.2.41, 3.6.2.42, 3.6.3.2, § 2 (Franse tekst), 3.6.4.2, 1° (Franse tekst), en 3.6.4.7, § 1, eerste lid.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO